

En 2022, le président russe Vladimir Poutine lance une opération militaire d'envergure visant à prendre le contrôle du territoire de l'Ukraine, son voisin. Depuis plusieurs années, le chef du Kremlin prépare le terrain idéologique à une telle action par l'instrumentalisation de l'histoire et l'établissement d'un récit. L'utilisation de l'histoire par le pouvoir politique russe se fait par le réemploi d'un récit et d'une analyse présents dans l'historiographie. Cette interprétation s'appuie donc sur des sources. Elle reste cependant orientée et sujette à discussion, car elle occulte la spécificité ukrainienne et légitime ainsi les prétentions russes. Aussi, cet article s'attache à présenter les principaux aspects historiques mobilisés dans le discours officiel russe utilisés dans la légitimation de son attaque.



En 2005, Václav Havel, ancien président tchèque et opposant au régime soviétique, estimait que « *La Russie ne sait pas vraiment où elle commence ni où elle finit* »¹. Il souligne ainsi la tension qui habite et anime la Russie comme puissance mais aussi comme société dans ses relations avec ses marges, ses voisins et avec elle-même. Ces enjeux géopolitiques peuvent trouver leurs sources dans un ensemble de raisons matérielles, économiques ou géostratégiques. Ils peuvent aussi s'inscrire dans une

¹ FOUCHER, Michel. *Le retour des frontières*. CNRS Éditions, 2016. 64p.

continuité historique plus ou moins ancienne. Aussi, l'histoire peut-elle être mobilisée comme argument justifiant les entreprises de conquête ou de domination.

Le conflit ukrainien, qui a débuté en 2014, illustre cet usage comme arme idéologique et mobilisatrice. Ainsi, le 12 juillet 2021, le président russe Vladimir Poutine publie *Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*, essai historique dans lequel il développe sa vision des rapports et des liens entre les deux peuples. De cette façon, le président russe motive, par des arguments historiques, l'intervention directe qui prend place en février 2022. En outre, il cherche à mobiliser sa population et à attester du bien-fondé de son entreprise en invoquant un passé parfois fantasmé et idéologiquement marqué.

Poutine s'appuie sur une production historiographique ancienne qui a infusé depuis plusieurs siècles dans les représentations et les imaginaires russes. Selon lui, les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses ne forment qu'un seul peuple trinitaire. Ce peuple daterait de la *Rous* de Kiev, une formation politique existant du IX^e au XIII^e siècle. Bien qu'il s'agisse d'une confédération de principautés formant un ensemble multinational avec des éléments scandinaves, slaves, baltes ou germaniques, les historiographies russe et ukrainienne y ont longtemps vu le début de leurs histoires nationales. Elles tentent d'établir une continuité entre la *Rous* et leur État contemporain. De ce fait, il existe une lutte mémorielle opposant Kiev et Moscou, la capitale ukrainienne serait la « *mère des villes russes* »² comme l'affirme Poutine.

Ainsi, Poutine pense que les peuples ukrainien et russe ne sont qu'un, qu'ils ne sont éloignés que par une stratégie occidentale visant à affaiblir la Russie. De cette façon, il nie l'existence d'une particularité ukrainienne et justifie sa tentative d'annexion par une volonté d'unification et de protection.

La *Rus'* de Kiev disparaît en 1240 avec la conquête par les Mongols. La zone correspondant à l'Ukraine contemporaine connaît par la suite des souverainetés diverses, évolutives et morcelées. À partir du XIV^e siècle, l'Est du territoire est soumis aux influences polono-lituanienes tandis qu'apparaît au cœur du territoire une société cosaque autonome mais divisée. Ainsi, au XVII^e siècle, les Cosaques Zaporogues

² GOUJON, Alexandra. *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre. Nouvelle édition revue et augmentée*. Le Cavalier Bleu, 2023.

tentent de s'émanciper de la tutelle polono-lituanienne, par la signature du traité de *Pereiaslav* en 1654 avec la Russie. Ils pensent trouver un appui militaire et une protection. Malgré les révoltes, cela aboutit finalement à la prise de contrôle direct et à l'intégration du territoire dans l'empire tsariste au XVIII^e siècle par la suppression de l'hetmanat cosaque ordonnée par Catherine II. Sous le nom de Nouvelle-Russie, la région est progressivement colonisée et russifiée.

Le narratif russe perçoit 1654 comme un acte libérateur du peuple cosaque signifiant sa pleine adhésion à la Russie. Dans cette même optique, Poutine élude les contestations et rébellions qui ont tenté d'empêcher cette complète soumission mais préfère décrire la Russie comme protectrice de la foi orthodoxe. Cette « adhésion » est symboliquement marquée en 1954 par le transfert de la Crimée à l'Ukraine. Ainsi, l'image pacificatrice cherche à faire oublier une politique de russification et de déculturation menée sur les territoires ukrainiens conquis alors qu'une culture ukrainienne persiste et se développe dans les territoires de l'Ouest sous contrôle autrichien au cours du XIX^e siècle.

L'histoire est aussi un enjeu mémoriel pour les deux États. La récente indépendance de l'Ukraine et sa progressive émancipation en tant qu'État souverain poussent le pays à construire une histoire nationale dissociée des éléments russes et soviétiques. Cela passe par l'élaboration d'un récit national et par l'héroïsation de figures historiques. De ce fait, un manque de distance critique peut exister avec certains événements, notamment ceux de la Seconde Guerre Mondiale. Alors que les crimes soviétiques sont largement dénoncés, la reconnaissance d'une collaboration ou d'une responsabilité officielle dans les violences et crimes nazis n'a pas été initiée. La célébration de personnages comme Stefan Bandera ou Roman Choukhevytch témoigne de cette ambiguïté. En effet, pendant le conflit mondial, des groupes armés nationalistes ukrainiens comme l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne ont participé aux massacres car motivés par une volonté d'indépendance et une vision ethnique de l'Ukraine. Cependant, la plupart des Ukrainiens mobilisés durant la guerre l'ont été dans l'Armée rouge, où ils ont combattu les troupes allemandes.

Mais cette ambiguïté mémorielle permet à Poutine de justifier son entreprise de « dénazification », évoquée comme but de guerre le 24 février 2022³ lors du début de la tentative d'invasion de l'Ukraine par les forces russes. Il dresse un parallèle entre l'idéologie nazie, qui a trouvé des supporters pendant la Seconde Guerre Mondiale, et la politique qu'il considère comme discriminatoire à l'endroit de la minorité russophone. Le réinvestissement de figures troubles ou collaborationnistes par l'État ukrainien permet au président russe d'assimiler celui-ci à un régime contrôlé par des néonazis. Le chef du Kremlin évoque la « *grande guerre patriotique* » quand il fait référence au conflit mondial, de cette façon, il réinvestit et rappelle le sacrifice du peuple soviétique, comprenant les Russes et des Ukrainiens. Cela lui permet de remobiliser un passé glorieux, partagé du temps de l'Union soviétique, et par ce moyen, il renvoie l'Occident à ses fantômes meurtriers et totalitaires⁴. De cette façon, il fait l'impasse sur les crimes soviétiques, particulièrement nombreux en Ukraine, notamment pendant les années 1930 avec la famine de l'Holodomor.

Le président russe entend donc fonder son action sur des arguments historiques. Poutine instrumentalise l'histoire à des fins politiques en ravivant des récits ancrés dans les imaginaires russes et parfois internationaux. Cela lui permet de nier la spécificité ukrainienne et son aspiration à l'émancipation. De cette façon, il arme ainsi idéologiquement sa guerre en l'inscrivant dans une logique historique, ce qui l'aide à mobiliser sa population par des références communes.

4

³ MOULLEC, Gaël-Georges. « Intervention du Président Poutine ». *Revue Politique et Parlementaire* [en ligne], 24 février 2022. Disponible sur : <https://www.revuepolitique.fr/intervention-du-president-poutine-24-fevrier-2022/>.

⁴ BELOT, Robert. *Vladimir Poutine ou la falsification de l'Histoire comme arme de guerre*. Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Collection débats et documents, numéro 34, mars 2024.